

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner - Allée C
42000 Saint-Etienne

Saint-Etienne, le 31 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OI FRANCE SAS
2 rue Abbé Delorme
42340 Veauche

Références : UID4243-EAR-23-262
Code AIOT : 0006103523

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2023 dans l'établissement OI FRANCE SAS implanté 2 rue Abbé Delorme 42340 Veauche. L'inspection a été annoncée le 05/06/2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OI FRANCE SAS
- 2 rue Abbé Delorme 42340 Veauche
- Code AIOT : 0006103523
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'inspection a permis de faire le point sur l'inspection précédente notamment sur la fiabilisation des auto-surveillances et la surveillance des rejets atmosphériques. Ce contrôle a été réalisé dans le cadre d'une action Nationale sur les rejets atmosphériques et d'une action régionale sur les indisponibilités des unités de traitement des fumées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- AN "rejets atmosphériques"
- AR "indisponibilité des unités de traitement des fumées"

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 10.2.1.1	/	Sans objet
6	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 13/03/2015, article 10.2.1.1	/	Sans objet
7	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 13/03/2015, article 10.3.2	/	Sans objet
8	Respect des VLE	Arrêté Ministériel du 13/03/2015, article 10.2.1.1	/	Sans objet
9	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 11.1.1	/	Sans objet
12	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 10.2.1.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 5	/	Sans objet
2	Emissions diffuses	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 5	/	Sans objet
3	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 67	/	Sans objet
4	Points de prélèvements	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 68	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Conception, entretien et suivi	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 25	/	Sans objet
11	Gestion des indisponibilités	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 26	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La fiabilisation des analyses des rejets atmosphériques et la réalisation des étalonnages des appareils de mesure sont 2 actions capitales réalisées par l'exploitant pour cette année 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Canalisation des émissions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
Constats : Les Rejets canalisés recensés sont : - ceux des 2 Fours de fusion- Unités de traitement de surface à chaud *. Les Rejets non captés (diffus) sont : - Unités de traitement de surface à froid - Craquage à l'acétylène au niveau des moules pour graisser les moules L'inspection a montré la présence d'autres rejets canalisés liés aux chaudières dédiées au chauffage et à l'eau chaude sanitaire, normalement remplacées par le système de récupération de chaleur fatale en cours d'étude.
Observations : Un porté à connaissances concernant le système de récupération de chaleur fatale doit être transmis à l'inspection pour : - mettre à jour les émissaires qui ne seront plus utilisés, - identifier les risques induits par l'installation. Délai : avant que les travaux soient lancés pour que l'inspection détermine si la modification est substantielle ou non.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Emissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Limitation des émissions diffuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.
Constats : Recensement de produits pulvérulents : Le calcaire est livré en camion et déchargé par air pulsé jusqu'à un silo puis une vis sans fin ou vibrant pour rejoindre le convoyeur matières premières jusqu'au point d'utilisation. Le sable et la soude sont livrés en wagon ou en camion, et stockés en silo. Le coke, utilisé comme affineur, est livré en big-bag (65kg/j utilisé soit 24 tonnes par an) puis les big-bags sont utilisés pour remplir une trémie. La trémie est située dans le bâtiment «composition» (émissions diffuses possibles via l'aération naturelle du bâtiment). L'inspection du site n'a cependant pas montré de dépôt de poussières significatif autour du bâtiment « composition ».
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 67
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.
Constats : Les fumées canalisées issues des 2 fours et du traitement de surface à chaud sont évacuées, après transit par l'électro-filtre et la DÉNOx, par 2 cheminées. Le débouché vertical des cheminées ne présente pas d'obstacle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Points de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 68
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Les points de prélèvement répondent aux dispositions de la norme NF EN 15259 (cf page 19 du rapport d'analyse du 16/01/2023 relatif aux prélèvements du 17/10/2022 du four 4 par le laboratoire CERECO)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 10.2.1.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : En 2022 , les analyses réglementaires de recalage ont été réalisées le 17/10/2022 par un laboratoire qui, figurant au tableau en annexe de l'Arrêté ministériel du 9 juin 2023, dispose de l'agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.
Observations : Une Comparaison est attendue entre les résultats du contrôle de recalage et les résultats du suivi en continu (auto-surveillance). Les actions mises en oeuvre à l'issue de l'analyse de recalage doivent être listées et transmises à l'inspection.
Type de suites proposées : Suceptibles de suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais de transmission du document de comparaison et des actions mises en oeuvre : 31/12/2023

N° 6 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 13/03/2015, article 10.2.1.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : Dans le rapport des résultats d'analyses annuelles du 16 janvier 2023 correspondants aux prélèvements du 17 octobre 2022 réalisés sur la cheminée 4, les normes utilisées comme références pour les mesurages sont référencées en page 17, pour chaque paramètre mesuré. Aussi, concernant les analyses de QAL 2 réalisées en octobre 2022 (N° rapport : B23/R51093/00021 pour le four 3), l'exploitant doit prendre contact avec le laboratoire pour avoir une explication sur les observations émises par l'organisme. Notamment, pour le SO ₂ , il est noté un écart important entre les valeurs mesurées par la SRM et l'AMS (entre 30 et 60%) ; malgré cet écart, la courbe d'étalonnage a été validée dans l'état, ce qui doit être justifié.
Type de suites proposées : Susceptibles de suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Délai de transmission du document : 31/12/2023

N° 7 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 10.3.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Conformité des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant doit analyser ses résultats de contrôle réglementaire ou d'autosurveillance, il ne peut pas se limiter à leur seule transmission sans expliquer les dépassements de VLE par exemple. Il doit aussi préciser les actions qu'il va mettre en place pour pallier les non-conformités éventuelles.
Observations : A faire pour les analyses réglementaires réalisées le 5 et 6 juin 2023 : <ul style="list-style-type: none">- comparaison analyses réglementaires / autosurveillances- comparaison des analyses réglementaires en sortie de chaque cheminée
Type de suites proposées : Susceptibles de suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Délai : à réception des résultats d'analyses

N° 8 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 10.2.1.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Conformité des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par heure), les valeurs limites sont considérées comme respectées lorsque les résultats des mesures font apparaître simultanément que : <ul style="list-style-type: none">– aucune concentration moyenne journalière après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance (*) indiqué en note (a) ne dépasse la valeur limite fixée par l'arrêté d'autorisation ; <ul style="list-style-type: none">– 90 % de la série des résultats de mesure après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance (*) indiqué en note (a) ne dépassent pas la valeur limite d'émission et aucun résultat pris individuellement ne dépasse le double de la valeur limite. Ces 90 % sont comptés sur une base de vingt-quatre heures pour les effluents gazeux. (*) Cette soustraction ne s'applique qu'aux polluants atmosphériques suivants : SO ₂ , NO _x , poussières, carbone organique total, HCl et HF
Constats : Valeurs très élevées en NH ₃ durant 3 jours sur les auto-surveillances d'avril 2023. L'exploitant doit produire sous 1 mois un rapport d'incident comprenant l'ensemble des éléments prévus à l'article R512-69 du Code de l'Environnement afin d'expliquer l'incident et les actions mises en oeuvre pour ne pas que celui-ci se renouvelle. Le flux d'émissions correspondant à cet événement devra être quantifié et déclaré, en tant qu'émission accidentelle, dans la déclaration GERE 2023 (qui sera à réaliser en 2024). Son éventuel impact sur l'environnement du site devra être analysé et les conclusions de l'exploitant seront transmises à l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptibles de suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Délai de transmission : 1 mois

N° 9 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 11.1.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tableau de VLE
Constats : Une mise à jour des VLE est nécessaire. - Pour la VLE en SOx, l'exploitant indexe la concentration mesurée au tonnage du four. Cependant, la VLE en SOX est définie en approche globale des émissions du site, considérant que ce dernier ne comportait qu'une seule cheminée dans la mesure où les flux issus des installations de traitements en sortent par un conduit unique séparé en deux flux ensuite. L'exploitant doit calculer le ratio énergétique global des deux fours égal à : consommation énergétique gaz des deux fours exprimée en kWh / (consommation énergétique fioul des deux fours + consommation gaz des deux fours)] pour définir la VLE qui lui serait applicable d'après les différents paliers indiqués dans son AP. L'exploitant devra par ailleurs : - estimer la part de SO3 dans les SOx émis sachant qu'il ne mesure que les SO2 sur son site et devra intégrer cette part de SO3 dans les auto-surveillances, - estimer selon le même raisonnement la part de NO dans les NOx émis : NO + NO2.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Délai : 31/12/2023

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, AR 2023
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les unités de traitement sont conçues pour pouvoir traiter avec l'efficacité nécessaire les effluents qu'elles peuvent recevoir. Des dispositions doivent être prises de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>Les unités de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>1/ Identification des systèmes de traitement De l'amont vers l'aval :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Injection de chaux remise en place en 2021 - Electro Filtre mis en service en 2009 - DéNOx mise en place en 2021 <p>2/ Adéquation de la conception des systèmes de traitement En décembre 2022, l'alimentation à 70 % par du Fioul Lourd sur le Four3 permet néanmoins de respecter les VLE fixées dans l'AP. Dépassement des VLE en cas d'arrêt de la DéNOx (nettoyage de l'installation par exemple) : Ces arrêts sont comptabilisés dans le compteur des 250 heures d'indisponibilité des systèmes de traitements.</p> <p>3/ Entretien complet des installations de traitement</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'électrofiltre est mis à l'arrêt tous les 2 ans (entretien réalisé par un prestataire extérieur, MAECO ou ACTEMIUM). - Pour la DéNOx, le remplacement du packing est envisagé en parallèle du prochain entretien de l'EF. Le site ne dispose pas de procédure relative à l'entretien de ses équipements de traitement des fumées. Ceux-ci sont néanmoins suivis en continu et sont régulièrement entretenus par l'exploitant. <p>4/ le compte rendu d'entretien préventif est réalisé systématiquement par MAECO ou ACTEMIUM. Le dernier rapport relatif à l'entretien est à transmettre à la DREAL.</p> <p>5/ le suivi du bon fonctionnement de l'électrofiltre est réalisé en Supervision, par le suivi du "delta P", de la vitesse de rotation du ventilateur et de l'intensité au niveau des moteurs actionnant les marteaux.</p> <p>6/ Relevés assurant la traçabilité du suivi des alarmes en salle supervision Le relevé de température de l'électrofiltre a été présenté en salle Supervision. Il permet de témoigner de manière fiable et précise de la durée des arrêts de l'électrofiltre.</p>
Observations : Le comptage des heures d'indisponibilité devra être automatisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, AR 2023
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les unités de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant si besoin les fabrications concernées.</p> <p>La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration...), pendant laquelle les valeurs limites de rejets atmosphériques pourraient être dépassées, ne doit pas excéder 250 heures par an.</p> <p>Ces dépassements de valeurs limites devront faire l'objet de déclarations prévues à l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 susvisé. L'exploitant réalise une évaluation des polluants rejetés durant ces périodes d'indisponibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>1/ Stock de pièces de rechange : Le site dispose en stock de motoréducteur, de moteurs et de réfractaires. Les marteaux et enclumes sont commandées sur la base des rapports d'entretien réalisés par le prestataire extérieur. Concernant la DeNOx, le taux de remplissage de la cuve de NH3 (50 m³) est suivi depuis la salle supervision. Le jour de l'inspection elle était remplie à 54,5 %. Lorsque le niveau passe sous le seuil de 20 %, une demande d'approvisionnement est déclenchée.</p> <p>2/ Le registre des indisponibilités n'est pas formalisé. O-I doit mettre en place un suivi formalisé des périodes d'indisponibilité de ces installations de traitement. Ces périodes d'arrêt seront confirmées par l'enregistrement des paramètres de suivi de ces installations (ex, T°C de l'électrofiltre, taux d'injection du NH3).</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant propose d'incrémenter les heures d'indisponibilités de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la DéNOX sur le fonctionnement des pompes d'injection d'ammoniac - l'electro filtre sur le fonctionnement des champs électromagnétiques - l'injection de chaux sur le fonctionnement des moteurs d'injection <p>Pour ce développement , l'exploitant demande un délai jusqu'au 30 aout 2024.</p> <p>Durant cette période, l'exploitant tiendra à jour un registre sur les temps d'indisponibilité des ces 3 systèmes de traitement des fumées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 10.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, AR 2023
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : cf. AP
Constats : <p>Les autosurveillances sont compilées par reportage manuel des données. Des erreurs sont constatées. La mise en place du DASH permettra de fiabiliser ses autosurveillances. L'exploitant réalise bien ses analyses réglementaires annuelles. Il a également entamé les démarches de QAL 2. Une Démarche de QAL 3 doit être mise en place afin de vérifier la fiabilité des instruments de mesure.</p> <p>La détermination de la VLE en SOx doit être revue. Le calcul sera basé sur la consommation énergétique gaz des deux fours exprimée en kWh / (consommation énergétique fioul des deux fours + consommation gaz des deux fours) pour définir la VLE qui lui serait applicable selon les différents paliers indiqués dans l'arrêté préfectoral qui régit le site (dans notre exemple, soit 600, soit 850 mg/m³).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Délai : le nouveau calcul de la VLE en Sox sera intégré dans les autosurveillances de septembre 2023